

Puisque j'en suis sur ces sujet je veux profiter de l'occasion pour féliciter le pays des honneurs que Sa Majesté lui a conférés récemment dans la personne de quelques-uns de ses hommes d'Etat les plus distingués. La Colombie est particulièrement orgueilleuse de voir que la plus grande distinction qui ait jamais été accordée à un homme d'état colonial soit échu au premier de ses représentants, au premier ministre actuel, nommé, en août dernier, membre du conseil privé de Sa Majesté en Angleterre. Nous avons été heureux aussi de l'honneur attribué au ministre des chemins de fer, bien que, je dois le dire, il ne nous ait pas rendu justice dans l'affaire du chemin du Pacifique; mais nous espérons voir bientôt des jours meilleurs. Le membre de Lambton (monsieur Mackenzie) a dit qu'il regrettait qu'on eût fait tant de dépenses pour la province du Pacifique. Ni lui ni aucun de ses collègues ne nous ont visités. Ils se sont contentés de nous envoyer des agents pour nous acheter comme si nous eussions été sur le marché. Nous ne sommes pas à vendre. Tout ce que nous voulons, c'est que justice nous soit rendue. Je félicite aussi le ministre des finances qui a été fait chevalier. Il a noblement gagné cette distinction par une vie utile et honorée. En complimentant ces messieurs au sujet de leurs nouveaux titres, je ne puis m'empêcher, cependant, de témoigner ma surprise qu'un autre d'entre eux, l'honorable monsieur Langevin — l'un des fondateurs de la Confédération et un homme d'état d'une réputation si haute — ait été oublié dans cette distribution de faveurs impériales. Ce n'est, sans doute, qu'un oubli qui sera réparé à la première occasion. Je m'intéresse particulièrement à sa cause, pour la raison qu'il s'est identifié dès les commencements avec la Colombie et ses intérêts et qu'il a toujours été prêt à nous aider, par tous les moyens en son pouvoir. Son rapport sur la Colombie britannique fait autorité sur toutes les matières qui concernent la province, et par lui nous avons pu nous faire connaître au dehors. Il nous a rendu par là un service important. L'honorable monsieur Langevin mérite peut-être plus d'être chevalier que plusieurs de ceux qui ont reçu le titre de chevalier commandeur de Saint-Michel et Saint-Georges. Je considère qu'on n'a pas été juste à son égard; mais, je le répète, j'espère que tout sera réparé avant peu.

M. DECOSMOS: Avant que cette adresse ne soit adoptée, je sens qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention de la Chambre sur un sujet mentionné dans le discours du trône. Je ne le ferais pas si je pouvais raisonnablement m'en dispenser; mais mes électeurs s'attendent naturellement à ce que j'exprime ici leurs vœux, dans le but d'aider le gouvernement à atteindre un résultat qui satisfasse leurs désirs. Dans cette adresse, la question qui affecte le plus la population de la Colombie britannique est celle qui a trait au chemin de fer du Pacifique. Je me réjouis de ce que le gouvernement ait enfin choisi une route sur la côte ouest; mais le discours du trône et la réponse renferment une phrase très singulière qui se lit comme suit:

“Que nous remercions Son Excellence de nous avoir informés qu'à la suite de l'exploration de la ligne entre le Fort Simpson et la Passe de la rivière aux Pins, ainsi que dans la région de la rivière de la Paix, il a été décidé d'adopter le tracé de Burrard Inlet.”

Or, on pourrait inférer de ce membre de phrase que, comme résultat des explorations faites depuis le Fort Simpson et à travers la Passe de la rivière aux Pins, le gouvernement du jour en est arrivé à la décision d'adopter la route de Burrard Inlet; mais en examinant la phrase attentivement, on s'aperçoit qu'elle ne comporte pas cette idée. Il paraîtrait que le tracé de Burrard Inlet se trouve adopté sans plus de renseignements sur les explorations qui ont été faites par les partis expédiés l'année dernière. En d'autres termes, autant que je puis trouver les faits sur lesquels m'appuyer pour tirer une conclusion, l'objet principal qu'il s'agissait d'atteindre en envoyant des partis d'exploration était de retarder le commencement des travaux du chemin de fer à la Colombie britannique; et, par conséquent, le gouvernement y aurait retardé d'un an ou plus le commencement de la construction de ce chemin. Si le gouvernement a opté pour le tracé de Burrard Inlet, sans aucun renseignement de la part des partis d'exploration qui pût le justifier de faire ce choix, j'en conclus, naturellement, que ce ne pouvait être que dans le but de retarder l'ouverture des travaux que les partis d'exploration ont été envoyés. Je vais plus loin: je trouve qu'on n'a donné aucune raison pour expliquer le choix de cette route par le gouvernement. Ceci ressemble quelque